

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 25/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GALLOO PLASTICS**

1 Avenue du Port Fluvial  
59250 Halluin

#### Références :

- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29/07/2010
- arrêté préfectoral complémentaire du 15/06/2022
- inspection 2023\_stockages

Code AIOT : 0007002868

#### Pièces jointes :

- Annexe confidentielle : sans objet
- Autre annexe : sans objet

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement GALLOO PLASTICS implanté 1 Avenue du Port Fluvial 59250 Halluin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

En inspection du 04 mai 2021, il avait été constaté que l'entreprise Galloo Plastics mettait en œuvre de nombreux stockages extérieurs de matières ou déchets plastiques, dont l'implantation différait

de celle présentée dans le plan de modélisation des flux thermiques N°A4V D.B du 12 novembre 2008 et fourni dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. En particulier, l'inspection a noté l'existence de stockages extérieurs en limite de site côté ouest, le long et entre les bâtiments du site, notamment côté est.

En réponse, l'exploitant a transmis par courriel du 7 juin 2021 le dossier de porter à connaissance Tauw référencé R1613752-V01 du 24 décembre 2020 relatif à la mise à jour de l'étude de dangers du site Galloo Plastics pour les stockages en extérieur.

Le dossier a fait l'objet d'une instruction par l'inspection de l'environnement.

Cette étude :

- identifie les nouvelles zones de stockages créées depuis la délivrance du dernier arrêté préfectoral d'autorisation ;
- fourni des plans des zones d'effet thermiques en cas d'incendie sur ces zones ;
- examine l'impact des évolutions apportées sur le classement des activités au regard de la nomenclature des installations classées ;
- vérifie la conformité de l'évolution apportée avec les textes ministériels applicables ;
- fourni les éléments justificatifs relatifs aux moyens d'extinction et de rétention des eaux incendie (dimensionnement des besoins, inventaire des moyens disponibles).

Les effets thermiques restent confinés à l'intérieur du site pour l'ensemble des scénarios étudiés, moyennant la mise en place de murs coupe-feu REI 120 le long de certains stockages.

Les incendies des stockages le long des bâtiments sont d'une durée inférieure à la résistance des murs des bâtiments, de telle sorte que le feu ne se propagera pas. Aucun effet domino n'est recensé entre les différents stockages.

Le SDIS du Nord a été sollicité sur cette demande. En date du 21 octobre 2021, il transmet un avis favorable moyennant les prescriptions suivantes :

- la quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 420 m<sup>3</sup> utilisables pendant deux heures (déjà prescrit à l'article 7.7.4 de l'arrêté du 29 juillet 2010 précité) ;
- permettre au SDIS d'effectuer la reconnaissance opérationnelle annuelle de la citerne et avertir le SDIS de toute indisponibilité (l'article 7.7.2 prescrit que les éléments relatifs aux moyens d'intervention sont tenus à la disposition des services du SDIS) ;
- justifier l'absence de risque de liquéfaction des déchets présents sur site en cas d'incendie.

Sur ce point, l'inspection note le récent protocole expérimental pour déterminer le caractère solide liquéfiable combustible ou liquide combustible d'un produit (INERIS-203887-2717529-v2.0 du 20 juillet 2021). La base de données ministérielle fournissant une liste de produits de ce type référence les plastiques PP, PE et PS comme des solides combustibles simples (température de fusion supérieure à 80 °C, et application de l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation). Les matières stockées chez Galloo Plastics ne relèvent pas des solides liquéfiables combustibles.

- prévoir une aire d'épandage des matériaux combustibles en cas d'incendie et d'un moyen de manutention avec un personnel habilité mobilisable rapidement.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris par monsieur le préfet du nord le 15/06/2022 afin d'acter la situation actualisée. Le plan du site joint en annexe de l'arrêté identifie les zones de stockage et les zones d'étalement possibles en dehors des zones de stockage.

L'objet de la visite est de contrôler la bonne mise en œuvre des mesures prévues.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO PLASTICS
- 1 Avenue du Port Fluvial 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007002868
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1997, la société Galloo plastics est spécialisée dans le recyclage des polymères. Après avoir implanté une unité pilote en Belgique pour commencer son activité, elle s'est installée à l'échelle industrielle dans la commune d'Halluin depuis 2000.

Son activité consiste au recyclage de matières plastiques concassées et purifiées provenant des biens de consommation (automobile, électroménager, équipements électriques et électroniques en fin de vie, etc.).

Dans un premier temps, le site procède à une préparation de la matière entrante par triage, broyage et lavage. Ensuite, il produit par extrusion, des matières premières plastiques sous forme de granulés qui sont réutilisés dans les secteurs de l'automobile, de l'horticulture, du bâtiment, etc.

L'entreprise fonctionne 11 mois sur 12 (4 semaines d'arrêt sont consacrées à la maintenance des installations).

Les horaires de travail du site sont étalés du lundi 5h00 au samedi 21h00, avec 3 postes de production (5h00-13h00, 13h00-21h00, 21h00-05h00) en 4 équipes de 4 personnes.

La production annuelle de Galloo Plastics est de l'ordre de 20 000 tonnes de matières plastiques recyclées.

Le site est initialement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27/01/2000 pour l'exploitation d'une usine de recyclage de polymères.

Suite à une extension du site, les prescriptions réglementaires ont été reprises au travers de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29/07/2010.

Le site est soumis à autorisation pour les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2714.1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 pour une quantité annuelle de 90 000 tonnes;
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux correspondant au broyage, au triage et à l'extrusion de morceaux de polymères pour une capacité de traitement de 350 t/j.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conditions de stockage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	situation administrative	AP Complémentaire	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 15/06/2022, article 2		
2	risque accidentel - stockages silos	AP Complémentaire du 15/06/2022, article 6	/	Sans objet
3	risque accidentel - stockages silos - plan	AP Complémentaire du 15/06/2022, article 7	/	Sans objet
4	risque accidentel - stockages - murs	AP Complémentaire du 15/06/2022, article 8	/	Sans objet
5	Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 15/06/2022, article 9	/	Sans objet
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 29/07/2010, article 7.7.4	/	Sans objet
7	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 29/07/2010, article 7.7.5	/	Sans objet
8	Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 29/07/2010, article 7.7.6	/	Sans objet
9	Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 29/07/2010, article 7.7.6.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire le 15/06/2022 visant à renforcer les dispositions relatives aux conditions de stockages des matières premiers et produits finis.

Il n'a pas été relevé de non-conformité.

Des précisions doivent être apportées en vue de valider les conditions de stockage et de prévention pour le stockage au point I.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/06/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, installations classées autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2010 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant :  Rubrique : * 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971) La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j : A  Broyage, triage et extrusion de morceaux de polymères. Quantité annuelle produite : 90 000 tonnes. Capacité de traitement journalière maximale : 350 t/j.  *1630 Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 100t . 750 kg de lessive de soude à 30 % et 1 palette de cristaux de soude, soit 1 tonne. 2 tonnes au total. NC
<b>Constats :</b> L'activité du site est toujours en relation avec les activités autorisées. Pour l'année 2002, la quantité annuelle produite est de 33 000 t/j pour une autorisation fixée à 90 000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : risque accidentel - stockages silos**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/06/2022, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, stockages - descriptif

**Prescription contrôlée :**

Article 6 – A partir du mot « silos » et jusqu'à « 6x150 m<sup>3</sup> produits entrants », les dispositions de l'article 1.2.4 – Consistance des installations autorisées – sont supprimées et remplacées par le tableau et les dispositions suivantes :

Zones de stockage extérieures	Surface maximale	Nature du produit stocké	Tonnage maximal
A	840	PP/PS/PE	410
B	244	PP/PS	119
C, D et E	193	PP/PS	95
G	111	PP/PS	54
H	172	PP/PS	84
I	384	PP/PS	187
J	130	PP/PS	63
K	165	PP/PS	80
N	140	PP/PS	68
O	115	PP/PS	56

PP/PS : mélange de polystyrène et de polypropylène à un ratio cible de 50/50

PP/PS/PE : mélange de 60 % de polypropylène, 27 % de polystyrène et 13 % de polyéthylène

Les zones de stockage sont identifiées sur le plan en annexe II du présent arrêté. » :




**Constats :**

Zones de stockage extérieures	Surface maximale	Nature du produit stocké	Tonnage maximal	Constats
A	840	PP/PS/PE	410	Stockage de produits de sortie en big bags. hauteur de stockage 1m80 - Mur CF de hauteur 2m50 (certificat Effectis) conformément à l'EDD
B	244	PP/PS	119	Stockage de produits de sortie en big bags. hauteur de stockage 1m80 - pas de mur conformément à l'EDD
C, D et E	193	PP/PS	95	Stockage de plastiques entrée et sortie - pas de mesures particulières selon l'EDD
G	111	PP/PS	54	Pas de stockage sur cette zone car utilisée pour l'installation d'un cabanon de chantier – pas de mur coupe feu installé de ce fait
H	172	PP/PS	84	Stockage de produits intermédiaires – stomos de séparation à 2m50. Sur cette zone, l'exploitant a un projet à horizon 2024 d'installation d'un auvent visant à limiter les envois de matières hors site. L'examen du risque sur cette zone devra être revu en fonction.
I	384	PP/PS	187	Le stockage en big bags prévu dans l'EDD (page 47/75) est remplacé par un stockage en vrac de hauteur 4 mètres alors que les hypothèses de calcul des flux thermiques générés considèrent une hauteur de stockage de 1m80 : <b>le scénario doit être réexaminé pour déterminer si la hauteur du mur coupe feu est suffisante.</b>
J	130	PP/PS	63	Stockage en big bags – mur CF REI60 existant – pas d'effet thermique problématique selon l'EDD
K	165	PP/PS	80	Stockage de big bags de copeaux de plastiques « lourds issus du traitement par voie humide (matières très humide)
N	140	PP/PS	68	Stockage de big bags de copeaux de plastiques - pas d'effet thermique problématique selon l'EDD
O	115	PP/PS	56	Stockage de big bags de copeaux de plastiques - pas d'effet thermique problématique selon l'EDD

**Type de suites proposées :** Sans suite**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 3 : risque accidentel - stockages silos - plan**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/06/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockages - plan
<b>Prescription contrôlée :</b> L'annexe au présent arrêté est insérée en annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2010 susvisé.

<b>Constats :</b> L'implantation des stockages est cohérente avec celle du plan en annexe de l'arrêté préfectoral. L'exploitant doit examiner situation du stockage en zone I (adéquation hauteur de stockage avec la hauteur du mur coupe-feu).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : risque accidentel - stockages - murs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/06/2022, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockages - murs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 7.3.2.6 – Stockages – est complété, après le dernier alinéa, par les dispositions suivantes : « Les stockages extérieurs de matières plastiques visés à l'article 1.2.4 du présent arrêté sont éloignés entre-eux d'au moins la distance correspondant aux effets dominos. Ces aires sont délimitées par un marquage visible en tout temps. Par ailleurs, un mur coupe feu d'une hauteur libre minimale de 2,5 m est disposé au niveau de chacune des zones suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Zone A : REI 120, le long des limites du site, ouest et nord ;</li><li>• Zone G : REI 120, vers le bâtiment 1, côté sud-ouest ;</li><li>• Zone H : REI 120, le long des limites du site, côté sud-est ;</li><li>• Zone I : REI 120, le long des limites du site, côté nord-ouest ;</li><li>• Zone J : REI 60, côté nord-ouest. »</li></ul>
<b>Constats :</b> voir constats au point n°2. L'implantation des murs coupe feu est cohérente avec celle du plan en annexe de l'arrêté préfectoral. L'exploitant doit examiner la situation du stockage en zone I (adéquation hauteur de stockage avec la hauteur du mur coupe-feu).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Consignes générales d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/06/2022, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, consignes- SDIS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 7.7.6 – Consignes générales d'intervention – est complété, après le dernier alinéa, par les dispositions suivantes : « Un moyen de manutention avec un personnel habilité à son utilisation doit être mobilisable sur demande du SDIS dans un délai n'excédant pas deux heures, y compris en jours non ouvrés. »
<b>Constats :</b> Du matériel utile pour le déplacement des matières dans un délai court est présent sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2010, article 7.74
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ressource en eau et mousse
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont deux implantés à 100 m au plus et d'une réserve de 1 000 m<sup>3</sup> d'une capacité disponible en tout temps en rapport avec le risque à défendre et fournissant au minimum un volume d'eau de 540 m<sup>3</sup> sur 2 heures d'utilisation,</li><li>• d'extincteurs judicieusement répartis dans l'établissement, en nombre et en qualité adaptés aux risques, bien visibles et facilement accessibles, présents notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, des aires extérieures et des lieux présentant des risques spécifiques et à proximité des dégagements. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li><li>• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,</li><li>• d'un système interne d'alerte incendie,</li><li>• de robinets d'incendie armés de DN 33 mm conformément aux normes NF EN 671-1, NF EN 671-3 et S 62 201 ; ils doivent être placés à proximité des issues. S'ils sont placés dans des armoires ou coffrets, ceux-ci doivent être signalés et ne pas comporter de dispositifs de condamnation. Le choix et le nombre de robinets d'incendie doivent être tels que toute la surface des locaux à risque peut être battue par l'action simultanée de deux lances au moins. Les robinets d'incendie sont protégés contre les chocs et le gel,</li><li>• d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement (bâtiments de stockage).</li></ul> Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.  Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.  Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
<b>Constats :</b>

Le site dispose :

- d'extincteurs repartis selon les risques. Le contrôle annuel a été réalisé le 25/01/2023.
  - de réserves de sables au point le nécessitant,
  - de plans,
  - d'un système d'alerte,
  - de RIA contrôlés le 25/01/2023,
  - 2 points de raccordement à la Lys : l'exploitant indique que le dispositif récemment installé doit faire l'objet d'une réception par le SDIS,
  - 1 poteau incendie extérieur branché sur le réseau communal.
- L'exploitant a indiqué que la détection au niveau du magasin 2 est en cours de révision car il a constaté qu'elle est inopérante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2010, article 7.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.  Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li><li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li><li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li><li>• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li></ul>
<b>Constats :</b> l'exploitant dispose de consignes (« n°d'urgence » FQ095 mise à jour le 08/09/2023 ; « Alerte des secours » FQ096 mise à jour le 11/09/2023 ; « Isolement des eaux du site » FQ097 mise à jour le 10/09/2023 ; « organe de coupure » FQ098 mise à jour le 10/09/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Consignes générales d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2010, article 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.  Ces consignes sont affichées : <ul style="list-style-type: none"><li>• n° de téléphone d'appel d'urgence des Sapeurs-Pompiers : 18 ;</li><li>• accueil et guidage des secours ;</li><li>• mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.</li></ul> Le personnel est formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.  Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de consignes affichées. Le personnel est formé au risque incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Consignes générales d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2010, article 7.7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'intervention interne
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.7.6.1. Plan d'intervention interne L'exploitant est tenu d'établir, dans un délai de trois mois après notification du présent arrêté, un Plan d'Intervention Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.  Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;</li><li>• pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;</li><li>• les principaux numéros d'appels ;</li><li>• des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :<ul style="list-style-type: none"><li>• les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants, ...) ;</li><li>• l'état des différents stockages (nature, volumes...) ;</li></ul></li><li>• les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;</li><li>• les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;</li><li>• les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques).</li><li>• toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle.</li><li>• Les dispositions d'accueil et de guidage des secours.</li></ul> Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des Services d'Incendie et de secours et transmis au responsable du centre de secours compétent en vue de répertorier l'établissement.  Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnel susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.  Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.  Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan d'intervention. Ce plan fait, au jour de l'inspection, l'objet d'une refonte pour une mise à jour complète.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Proposition de suites :** Sans objet